

Arrêté n° PCICP2025219-0003

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la gestion des effluents aqueux pour les installations de la société SAIPOL situées sur le territoire de la commune de LE MÉRIOT

—
Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de l'industrie agroalimentaire et laitière relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 autorisant l'exploitation d'installations sur le territoire de la commune de LE MÉRIOT ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°PCICP2024108-0003 du 17 avril 2024 relatif aux émissions atmosphériques et aqueux ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le porter à connaissance déposé par la société SAIPOL, le 16 octobre 2023, portant sur la modification de la gestion des effluents aqueux des installations ;

VU le rapport de visite d'inspection et les propositions du 23 mars 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport et les propositions du 3 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du 3 juin 2025 avec accusé de réception du 5 juin 2025 ;

VU les remarques de l'exploitant formulées sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que la société SAIPOL est autorisée par arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 modifié, à exploiter ses installations ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne rentrent pas dans le cadre de l'un des points prévus à l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne sont pas soumises à évaluation environnementale systématique et ne font pas l'objet d'un examen au cas par cas conformément aux dispositions du I de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées contenues dans le porter à connaissance sont sans objet au regard du positionnement SEVESO de l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le suivi des rejets aqueux de l'installation ;

CONSIDÉRANT que les meilleures techniques disponibles, reprises au point 7.1 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 février 2017, imposent que l'exploitant « *surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement des effluents* » ;

CONSIDÉRANT, toutefois, que le rejet final en Seine ne peut pas être considéré seul puisqu'il intervient après dilution par les eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que les modifications demandées n'impactent pas le classement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) du site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

Les conditions d'exploitation de l'installation de la société SAIPOL, située LES ESSARTS – 10 400 LE MÉRIOT, dénommée ci-après l'exploitant et autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-0731 du 12 mars 2009 susvisé, sont modifiées et complétées conformément aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2 – GESTION DES EFFLUENTS

Article 2.1. Localisation des points de rejet

Le contenu de l'article 4.3.5 « Localisation des points de rejets » de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point d'analyses	N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7
Nature des effluents	EP	ER	EI	EO	EPr	EC	EF
Débit maximal journalier (m³/jj)	4100	/	/	600	145	24	216
Débit maximum horaire (m³/h)	171	/	/	25	6	1	9
Type d'exutoire	Réseau d'eaux pluviales (et bassin de confinement si besoin)	Réseau d'eaux pluviales ou réseau d'eaux de process ⁽¹⁾	Réseau d'eaux pluviales et bassin de confinement	Réseau d'eaux pluviales	Réseaux d'eaux de process	Réseau d'eaux pluviales (et bassin de confinement si besoin)	Réseau d'eaux pluviales
Traitement avant rejet	Décanteur déshuileur	Décanteur déshuileur ou station d'épuration ⁽²⁾	⁽²⁾	Décanteur déshuileur	Station d'épuration	Décanteur déshuileur	-
Rejet final ⁽³⁾	Seine						

⁽¹⁾ Les capacités de rétention ne pourront être vidées qu'après la réalisation d'une analyse de la qualité des eaux qu'elles contiennent. L'exutoire sera alors déterminé suivant les prescriptions de l'article 4.3.13.

⁽²⁾ En cas d'incendie, la destination des eaux d'extinction sera déterminée en accord avec l'inspection des installations classées suivant la capacité de l'établissement à les recycler ou les traiter avant rejet.

⁽³⁾ L'ensemble des effluents rejoint le milieu récepteur via un seul point de rejet final qui la Seine aux coordonnées suivantes : X : 683 880 ; Y : 88 920.

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 8	N° 9	N° 10	N° 11
Milieu naturel récepteur	Sous-sol	Sous-sol	Sous-sol	Sous-sol
Nature des effluents	ED – Bâtiment de préparation	ED – Local chauffeurs	ED – Bâtiment Maintenance	ED – Local gardien et bâtiment administratif
Prétraitement avant rejet	Fosse toutes eaux et filtre incorporé	Fosse toutes eaux et filtre incorporé	Fosse toutes eaux et filtre incorporé	Fosse toutes eaux et filtre incorporé
Traitement avant rejet	Tertre filtrant	Tertre filtrant	Tertre filtrant	Tertre filtrant

».

Article 2.2. Conception, aménagements et équipement des ouvrages de rejet

Le contenu de l'article 4.3.6.2. « Aménagement des points de prélèvement » de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 est complété comme suit :

« Le rejet en sortie du séparateur hydrocarbures est conçu et aménagé de façon à pouvoir réaliser un prélèvement ponctuel sans arrivée d'eau « parasites » dans le regard de prélèvement, notamment pour les eaux traitées et les eaux issues des tours aéroréfrigérantes. À ce titre, l'exploitant établit une procédure pour la mise en œuvre de ce prélèvement. ».

Article 2.3. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Le contenu de l'article 4.3.9. « Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration » de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009, modifié par l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2024, est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°5 et n°2 le cas échéant (Cf. repérage du rejet défini à l'article 4.3.5 du présent arrêté)

Débit de référence	Maximum journalier en m ³ /j	Moyen mensuel en m ³ /j
	145	120

Paramètres	Concentration moyenne journalière en mg/l	Flux maximum journalier en kg/j	Flux moyen mensuel en kg/j
DBO ₅	30	4,4	3,6
DCO	100	14,5	12
MEST	35	5,1	4,2
HCT	5	0,75	0,6
Azote Global (NGL)	20	2,9	2,4
PT	2	0,3	0,24
Chlorures			

Dans le cadre du suivi du paramètre chlorures, l'exploitant réalise un suivi des émissions sur ce paramètre et propose, dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté, un flux d'émission à respecter. L'inspection des installations classées fixera une valeur limite d'émission à réception du positionnement de l'exploitant. ».

Article 2.4. Valeurs limites d'émission des eaux en sortie de décanteur-déshuileur

Le contenu de l'article 4.3.12. « Valeurs limites d'émission des eaux en sortie de décanteur-déshuileur » de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1, N° 4, N° 6 et N° 2 le cas échéant (Cf. repérage du rejet défini à l'article 4.3.5 du présent arrêté)

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
DBO ₅	10
DCO	50
MES	35
HCT	5

»

Article 2.5. Valeurs limites d'exutoire des eaux de vidange des rétentions

Le contenu de l'article 4.3.13. « Valeurs limites d'exutoire des eaux de vidange des rétentions » de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 est remplacé par :

« L'exploitant est tenu d'envoyer les eaux issues des capacités de rétention, identifiées sous le N° 2 à l'article 4.3.5 du présent arrêté, vers le réseau dédié et la station de traitement des eaux de process si l'une au moins des concentrations mesurées est supérieure aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
DCO	100
MES	35

»

Article 2.6. Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement

Le contenu de l'article 4.3.10. « Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement » de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

La qualité des eaux de purge des circuits de refroidissement doit être conforme, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, aux valeurs limites en concentration ci-dessous :

Référence du rejet vers le milieu récepteur, identifié sous le N°7 à l'article 4.3.5 du présent arrêté.

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)
DCO	100
MEST	35
PT	0,9
Chlore libre Cl ₂	0,1
Chlorures	
Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)	5
AOX (Composés organiques halogénés)	1
Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	0,5
Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	0,5
Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	0,05
Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	0,5
Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	2
THM (TriHaloMéthane)	1

Dans le cadre du suivi du paramètre chlorures, l'exploitant réalise un suivi des émissions sur ce paramètre et propose, dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté, un flux d'émission à respecter. L'inspection des installations classées fixera une valeur limite d'émission à réception du positionnement de l'exploitant. »

Article 2.7. Valeurs limites d'émission des eaux de concentrats de l'osmoseur

Le contenu de l'article 4.3.11. « Valeurs limites d'émission des eaux de concentrats de l'osmoseur » de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La qualité des eaux de concentration de l'osmoseur de traitement des eaux bruts doit être conforme, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, aux valeurs limites en concentration ci-dessous :

Référence du rejet vers le milieu récepteur, identifié sous le N°4 à l'article 4.3.5 du présent arrêté.

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)
Phosphore Total	1,2

ARTICLE 3 – FRÉQUENCES ET MODALITÉS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Le contenu de l'article 9.2.3. « Autosurveillance des eaux résiduaires » de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 est remplacé par les articles suivants :

« **Article 9.2.3.1 Rejet séparateur hydrocarbure vers le milieu récepteur ; point n° 1 (pluviales) / n° 4 (osmoseur) / n° 6 (chaudière) / n° 2 (rétention) le cas échéant**

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence
Débit	Semestrielle
MES	Semestrielle
DCO	Semestrielle
DBO ₅	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	Semestrielle

Les méthodes d'analyses utilisées respectent aux méthodes et normes en vigueur.

Le prélèvement est un prélèvement ponctuel, réalisé en sortie de l'ouvrage sans arrivée d'eaux « parasites ». Toute arrivée d'autres effluents au point de prélèvement doit être stoppé durant la réalisation du prélèvement à la sortie du séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant établit une procédure pour la mise en œuvre de cette surveillance.

Article 9.2.3.2 Rejet des concentrats de l'osmoseur vers le milieu récepteur ; point n°4

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
pH	Semestrielle	Non
Température	Semestrielle	Non
Conductivité	Semestrielle	Non
Phosphore total	Semestrielle	Non

Les méthodes d'analyses utilisées respectent les méthodes et normes en vigueur.

Le suivi de ce rejet est réalisé par un prélèvement ponctuel en sortie de l'osmoseur. Ce prélèvement est réalisé le même jour que la surveillance en sortie du séparateur hydrocarbure.

Au même titre que pour cet ouvrage, l'exploitant établit une procédure encadrant la mise en œuvre de contrôle.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2. du présent arrêté sont réalisées selon une fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
pH	Annuelle
Température	Annuelle
Conductivité	Annuelle
Phosphore total	Annuelle

Article 9.2.3.3 Rejet des eaux de refroidissement vers le milieu récepteur ; point n° 7

Paramètre	Fréquence	Paramètre	Fréquence
pH	Semestrielle	AOX (Composés organiques halogénés)	Semestrielle
Température	Semestrielle	Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	
Conductivité	Semestrielle	Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	
Chlore libre	Semestrielle ⁽²⁾	Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	
Phosphore total	Semestrielle	Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	
DCO	Semestrielle	Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	
Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)	Semestrielle	THM (TriHaloMéthane)	

Les méthodes d'analyses utilisées respectent aux méthodes et normes en vigueur.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2. du présent arrêté sont réalisées selon une fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence	Paramètre	Fréquence
pH	Annuelle	AOX (Composés organiques halogénés)	Annuelle
Température	Annuelle	Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	
Chlore libre	Annuelle ⁽²⁾	Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	
Phosphore total	Annuelle	Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	
DCO	Annuelle	Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	
Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)	Annuelle	Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	
		THM (TriHaloMéthane)	

⁽¹⁾ mensuelle pendant la 1^{ère} année d'exploitation puis semestrielle

⁽²⁾ en cas de traitement choc, cette analyse sera consécutive à une opération de traitement

Article 9.2.3.4 Rejet des eaux résiduaires vers le milieu récepteur ; point n° 5

Paramètre	Point de prélèvement	Fréquence	Type d'analyses	Enregistrement
Débit	Entrée et sortie station	En continu	Autosurveillance	Oui
		Mensuelle	Labo	Non
Température	Sortie station	En continu	Autosurveillance	Oui
		Mensuelle	Labo	Non
pH	Entrée et sortie station	En continu	Autosurveillance	Oui
		Mensuelle	Labo	Non
Turbidité	Sortie station	En continu	Autosurveillance	Oui
		Mensuelle	Labo	Non

Paramètre	Type d'échantillon	Fréquence	Type d'analyses	Point de prélèvement
Conductivité	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
Couleur	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
MES	Moyen 24 h	Journalière	Autosurveillance	Entrée et sortie station
	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
DCO	Moyen 24 h	Journalière	Autosurveillance	Entrée et sortie station
	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
DBO ₅	Moyen 24 h	Par calcul	Autosurveillance	Entrée et Sortie station
	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
N global	Moyen 24 h	Mensuelle ⁽¹⁾	Labo	Entrée et sortie station
NTK	Moyen 24 h	Mensuelle ⁽¹⁾	Labo	Entrée et sortie station
Chlorures	Moyen 24 h	Mensuelle	Autosurveillance	Sortie station
P total	Moyen 24 h	Mensuelle ⁽¹⁾	Labo	Sortie station
HCT	Moyen 24 h	Trimestrielle	Labo	Sortie station

⁽¹⁾ mensuelle pendant la 1^{ère} année d'exploitation de la station de traitement, puis semestrielle

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

Les méthodes d'analyses utilisées respectent aux méthodes et normes en vigueur.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2. du présent arrêté sont réalisées selon une fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence	Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle	DBO ₅	Annuelle
Température	Annuelle	N global	Annuelle
PH	Annuelle	NTK	Annuelle
Turbidité	Annuelle	P total	Annuelle
Conductivité	Annuelle	HCT	Annuelle
Couleur	Annuelle		
MEST	Annuelle		
DCO	Annuelle		

Article 9.2.3.5 Rejet final des effluents aqueux en Seine

Une mesure de débit est réalisée en continu en ce point de rejet. »

ARTICLE 4 – NOTIFICATION DE L'ARRÊTÉ ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SAIPOL.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LE MÉRIOT pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par la maire de LE MÉRIOT, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

ARTICLE 5 – ABROGATION

L'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2024 est abrogé.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le **07 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télerecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.